

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

HUITIÈME ANNÉE N°876 DU 16 SEPTEMBRE 2013

1801/2013 : 212^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

Le 149^e numéro de l'année 2013

Nombre de pages : 17 pages

Distribué à 15.100 personnes

LA CITATION DE LA SEMAINE

« À défaut d'avoir recours à la force pour contrôler les populations, on peut parfaitement les contrôler par l'opinion ».

Harold Laswell, spécialiste des médias.

HOLLANDE

À LA TÉLÉVISION

POUR NE RIEN DIRE

ANNÉE 2013

ANNÉE

SÉNÉGAL

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 6

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 11

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 14

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 16

LA NATION

PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :

22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: JEAN PAUL ELUTHER

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.

SUIVEZ NOUS SUR LE WEB ET LES RESEAUX SOCIAUX .



AFFAIRES NATIONALES

POLITIQUE

HOLLANDE PARLE POUR EXISTER

Pourquoi le président de la République française s'est-il invité sur les petits écrans ? Personne ne sait . Hier soir, il est venu. Et qu'a-t-il révélé aux Français et aux Guadeloupéens ? Que c'est grâce à la France - c'est-à-dire à Hollande – que les Russes épouvantés ont forcé Bachar El Assad à accepter de livrer ses armes chimiques. Sans cela, la France – c'est-à-dire Hollande – aurait frappé Damas dans ses organes vitaux, renversé le régime honni, et le chef bien-aimé aurait atterri en libérateur devant la mosquée des Omeyyades, sous les vivats d'une foule en délire. Grâce donc à la France – et à Hollande – un accord russo-américain s'est fait, sans bien entendu la présence de la France qui est une quantité négligeable . Mais attention, Poutine et Obama : la France - c'est-à-dire Hollande – garde l'arme aux pieds et l'épée hors du fourreau. . Sur le reste, Hollande n'avait rien à dire, mais il l'a dit. Pas d'impôts nouveaux, pas de retour aux heures supplémentaires défiscalisées mais des aménagements pour les humbles et les bas salaires, la courbe du chômage va s'inverser à la fin de l'année mais l'essentiel est qu'elle ne reparte pas vers le haut en 2014 ; aux Guadeloupéens qui souffrent de la faillite de plus en plus visible de leur pays dirigé et administré par la France malgré le droit international de la décolonisation il a encore dit qu'il n'avait pas de politique pour sortir notre pays de l'ornière . Trente-neuf minutes où il a répondu à des bribes de questions aussi gentilles que lui, pour répéter à ses administrés que tout va bien, que nous sommes sur le bon chemin, qu'il espère être réélu puisque son programme tient sur dix ans et que même si la cuisine économique ressortait plus d'un discours de technicien de Bercy que d'une homélie

de chef d'état, l'essentiel, somme toute, c'est qu'il est là, sûr de lui, calme et qu'il est bien président de la République, puisqu'il est là. Pourquoi donc est-il venu hier soir puisqu'il n'avait rien de nouveau à annoncer ? Ses conseillers lui ayant probablement communiqué les inquiétudes, les frustrations, les peurs et les colères des Français et des guadeloupéens, il a jugé que la nécessité de faire un cours d'éducation politique, même archi connu, était préférable au silence que des esprits chagrins auraient interprété comme un aveu d'inaction.

ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ, TECHNOLOGIE

MARIO DRAGHI JUGE FRAGILE LA REPRISE ÉCONOMIQUE DE LA ZONE EURO

Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE), a déclaré lundi que l'économie de la zone euro restait "fragile" et que le taux de chômage était "toujours beaucoup trop élevé", tout en réaffirmant l'engagement de l'institut d'émission de maintenir ses taux à niveau bas pendant une période prolongée. "La reprise n'en est qu'à ses balbutiements", a-t-il dit lors d'une conférence à Berlin, notant au passage que la hausse de 0,3% du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro au deuxième trimestre était bienvenue. En juillet dernier, Mario Draghi a rompu avec la tradition de ne jamais rien dire par avance en déclarant que la BCE maintiendrait ses taux à un niveau exceptionnellement bas pendant une période prolongée et qu'elle pourrait même les réduire encore. En s'attachant ainsi à donner aux investisseurs le plus d'indications possibles sur l'évolution prévisible de sa politique monétaire de la zone euro, la BCE a emboîté le pas à la Réserve fédérale américaine et à la Banque d'Angleterre, qui cherchent notamment à apaiser les tensions sur les taux de marché. "Etant donné la modération des anticipations en matière d'inflation à moyen terme, le conseil des gouverneurs de la BCE s'attend à ce que les taux directeurs restent à leur niveau actuel - ou soient abaissés - pendant une période prolongée", a dit Mario Draghi. Il a également déclaré que la reprise des prêts au secteur privé était une priorité.

LES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

Le constat fait froid dans le dos, mais il est d'autant plus inquiétant que les signaux d'alerte sur la présence de perturbateurs endocriniens dans notre environnement ne cessent de se multiplier. L'utilisation de ces produits du quotidien pourrait entraîner l'absence de testicule dans le scrotum des jeunes garçons, un cancer du sein chez la femme et de la prostate chez l'homme, entre autres. Il a été établi que la plupart des produits de beauté et d'hygiène contiennent au moins un perturbateur endocrinien. Mais beaucoup d'autres produits de notre quotidien contiennent l'une des 800 substances de la famille des perturbateurs endocriniens. Un rapport publié en février dernier par le Programme des Nations Unies et pour l'Organisation mondiale de la Santé rappelait que les perturbateurs endocriniens étaient une grande famille qui compte près de 800 substances. Le bisphénol A étant l'une des plus connues. Par ailleurs, ils sont présents un peu partout. Les sources d'exposition de la population générale sont principalement l'eau et l'alimentation, mais aussi l'air et certains produits industriels comme les médicaments ou encore les produits phytosanitaires et donc les cosmétiques. Une enquête de l'institut indépendant de notation Noteo révèle en effet que 40 % des produits de beauté et d'hygiène contiennent au moins un perturbateur endocrinien. L'utilisation de ces produits du quotidien pourrait être à l'origine de dérèglements qui peuvent se traduire par l'absence de testicule dans le scrotum des jeunes garçons, de cancer du sein chez la femme et de la prostate chez l'homme, ou encore des altérations de la fertilité. Dans le classement effectué par l'institut Noteo arrivent en tête les vernis à ongles (74 % d'entre eux contiennent au moins un PE) devant les fonds de teint (71 %), les produits de maquillage pour les yeux (51 %), les démaquillants (43 %), les rouges à lèvres (40 %), les soins du visage (38 %) les déodorants (36 %), les dentifrices (30 %) et enfin les shampoings (24 %). Parmi les perturbateurs endocriniens les plus fréquemment utilisés dans les produits d'hygiène-beauté, on trouve les parabènes (23 %) et le cyclopentasiloxane (15 %). Certains contenaient même du triclosan, un agent bactérien suspecté de favoriser les résistances aux antibiotiques. Au final, seuls les produits labellisés bio semblent épargnés par le phénomène, car l'institut n'a retrouvé ces molécules dangereuses pour l'homme que dans 1,3 % de ces produits. **DOSSIER PRÉPARÉ PAR JEAN PAUL ELUTHER**



AFFAIRES MONDIALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

LE CLUB DE DISCUSSION VALDAÏ SE RÉUNIT EN RUSSIE

La cérémonie d'ouverture de la 10e réunion du Club de discussion international Valdaï se déroule actuellement dans la région de Veliki Novgorod (500 km au nord-ouest de Moscou), annonce lundi un correspondant de RIA Novosti. Consacrée au thème "La diversité de la Russie pour le monde contemporain", la 10e réunion du Club Valdaï se tiendra du 16 au 19 septembre. Plus de 200 experts russes et étrangers, dignitaires religieux, philosophes, personnalités culturelles et hommes politiques se pencheront sur la situation en Russie et les défis qui se posent au pays, essayeront de définir l'idée nationale de la Russie et proposeront un scénario optimal d'évolution de la Russie. Le Club évoquera également la situation en Syrie, une réunion spéciale étant consacrée à ce thème.

Le Club de discussion international Valdaï a été institué en septembre 2004 par l'agence russe RIA Novosti, le Conseil pour la politique étrangère et de défense de Russie, le quotidien "Moscow News", les revues "Russia Profile" et "La Russie dans la politique mondiale". Chaque année il rassemble près de trois cents analystes politiques de différents pays et aborde des thèmes dont la discussion permet aux participants étrangers de mieux comprendre la Russie.

La mondialisation est irréversible et le monde est devenu

multipolaire: tel est le constat des membres du club de discussion Valdai . "Des scandales éclatent régulièrement entre les entreprises et les gouvernements, nous le savons. Google, pour sa part, respecte les lois de son propre gouvernement. Il y a fort à parier qu'un conflit va donc prochainement surgir dans le secteur des technologies informatiques au sujet de la protection de la vie privée" (retraduction du russe), estime Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Selon lui, aujourd'hui le concept d'identité nationale ne peut être révisé que dans le contexte de la mondialisation. De son côté le président du Conseil pour la politique étrangère de défense, Fedor Loukianov, pense que le dossier syrien a constitué une période de transition."C'est la fin d'une époque où tout le monde pensait connaître la formule pour régler les problèmes internationaux. La crise syrienne est probablement la plus importante tâche diplomatique depuis la Guerre froide et la réunification de l'Allemagne et pourtant, son issue n'en est connue ni des diplomates russes ni des Américains", souligne Loukianov. Selon l'expert, nous vivons déjà dans le monde multipolaire dont l'arrivée est prédite depuis longtemps. "C'est le retour de l'époque de la grande diplomatie, portant sur les questions centrales des relations internationales - dont la guerre et la paix - et pas les relations tarifaires. Il est impossible aujourd'hui de régler quoi que ce soit par la force et la supériorité. L'expérience des USA, qui restent la plus grande puissance du monde, montre que cette force, bien qu'elle joue un rôle important, ne peut plus régler les crises internationales. Qui plus est régler des crises au profit d'un pays en particulier", analyse Loukianov. L'ex-conseillère de Bill Clinton pour la Russie, l'Ukraine et les Etats eurasiatiques au Conseil de sécurité nationale, Toby Gati, a également évoqué les pertes économiques, sociales et

morales pour la population américaine en raison de la politique étrangère du gouvernement. "La société américaine prend conscience de ce que nous faisons et du prix que nous payons pour cela par l'immense dette publique des Etats-Unis et les vétérans qui ont participé aux opérations militaires dans divers pays du monde. Ce sont également des gens qui ont suivi au cours des 50-60 dernières années les changements économiques, des gens qui ont perdu leurs maisons", a souligné Toby Gati. Les difficultés liées à l'identité nationale existent aussi en Chine, sous l'influence des facteurs de l'évolution mondiale, nouveaux et anciens. "La Chine doit faire face à une dérive du centre de gravité des régions transatlantiques traditionnelles. Notre pays subit des changements significatifs d'une telle ampleur que nous ne sommes pas rassurés ", note l'ex-président de l'Académie d'études internationales de Shanghai Jiang Zemiang. "La Chine cherche activement un moyen de s'opposer à cette évolution car elle permettrait aux Chinois de préciser leur identité".

AMÉRIQUE LATINE CARAÏBE

LES AFRO-DESCENDANTS CRÉENT UNE ALLIANCE POUR PROMOUVOIR LEUR DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Les peuples afro-descendants du monde sont tombés d'accord, en Colombie, sur la création d'une alliance qui promeuve le développement économique et social de leurs communautés avec des critères de durabilité. L'initiative fait partie d'un ensemble de propositions incluses dans la déclaration finale du Sommet Mondial des Maires et des Présidents Afro-descendants, dont le projet a été ébauché d'abord à Cali et continuera à être débattu à Carthagène des Indes, où il doit être approuvé mercredi prochain. La déclaration inclut des propositions pour négocier la création d'un fonds pour financer des projets économiques pour des peuples

africains et Afro-descendants, ainsi que pour impulser des lois qui promeuvent l'égalité d'opportunités pour la population.

CUBA : LIBÉREZ LES CINQ

Le 12 septembre est devenu un symbole de lutte, de dignité et de résistance du peuple face aux agressions constantes des États-Unis et un encouragement pour continuer à avancer sur le chemin de la construction d'un socialisme prospère et soutenable. Un 12 septembre, cela fait 15 ans, 5 Cubains ont été arrêtés en territoire étasunien. Sans se soucier du danger qu'ils couraient, ces hommes tentaient de préserver la sécurité de leur peuple et de celui des États-Unis aussi, face aux actions criminelles des groupes de l'extrême droite basés à Miami. René González, Gerardo Hernández, Ramón Labañino, Antonio Guerrero et Fernando González ont été victimes de la haine malade de la mafia anti cubaine contre la Révolution, qui conduite par Fidel Castro a résisté à tout type d'obstacle à quelques kilomètres de l'Impérialisme. Bien que même des fonctionnaires étasuniens aient reconnu qu'ils n'ont jamais mis en danger la sécurité des États-Unis, nos compatriotes ont été l'objet d'un procès politisé et truqué au terme duquel ils ont été condamnés à des peines démesurées. René González est sorti de prison après avoir purgé la totalité de sa peine, mais il a été obligé à rester dans ce pays sous un régime de liberté surveillée qui devait durer 3 ans. Se trouvant à Cuba où il était venu aux obsèques de son père, il a reçu l'autorisation de la juge de rester dans notre pays, mais à condition qu'il renonce à sa nationalité étasunienne. Aujourd'hui Cuba s'est réveillée en jaune, répondant ainsi à l'appel personnel et émouvant de René pour se servir de ce symbole étasunien pour sensibiliser le peuple de ce pays voisin avec la situation de 4 antiterroristes qui sont toujours en prison. Comme il l'a dit, René ne se sentira pas libre tant que ses 4 frères, Antonio, Fernando, Ramón et Gerardo, ne seront pas de retour dans leur pays. «Je vais lutter pour notre cause depuis n'importe quelle tranchée, il faut continuer à divulguer cette injustice et surtout, obtenir qu'elle soit connue de l'opinion étasunienne »- a précisé René qui est accompagné dans cette lutte par tout le peuple cubain et par de nombreuses personnes dans le monde. La cause des 5 a été embrassée par de nombreuses personnes dans toute la planète y compris en territoire étasunien où malgré le mur de silence

dressé par le gouvernement et les médias, la vérité commence à se frayer un chemin. Davantage d'États-Uniens connaissent l'injustice et les violations commises par l'administration étasunienne contre nos compatriotes. Des hommes d'état, des Prix Nobel, des artistes et intellectuels, des leaders religieux et parlementaires se sont joints à la clameur en faveur de la libération des 5 et de leur retour à leur patrie. Aujourd'hui Cuba est une mer de rubans jaunes, de vêtements jaunes pour faire savoir au monde que nous attendons nos enfants emprisonnés injustement. La solidarité internationale grandit en faveur de ces hommes qui sont un exemple de dignité et de résistance et des représentants des valeurs les plus authentiques et révolutionnaires de tout un peuple.

SOURCE : RADIO LA HAVANE

INDE

LA CENTRALE NUCLÉAIRE BIENTÔT EN EXPLOITATION

L'Inde mettra prochainement en exploitation le réacteur N°1 de la centrale nucléaire à technologie russe de Kudankulam, dans l'Etat du Tamil Nadu (sud), a annoncé lundi à Vienne le directeur du groupe nucléaire public russe Rosatom Sergueï Kirienko. "Le premier réacteur de la centrale nucléaire de Kudankulam sera lancé ces prochains jours. La turbine sera mise en marche et commencera à produire de l'électricité dans quelques jours", a indiqué M.Kirienko devant les journalistes. Prévu à la fin 2011, le lancement du premier réacteur a été ajourné suite à des manifestations d'habitants réclamant l'arrêt du chantier. En octobre 2011, des opposants au nucléaire ont bloqué les routes menant au site, coupant son accès à des ingénieurs et constructeurs. En mars 2012, le gouvernement de l'Etat indien du Tamil Nadu a décidé de relancer les travaux. Le chantier de la centrale de Kudankulam a été inauguré en 2002, en vertu d'un accord de coopération intergouvernemental signé le 20 novembre 1988 entre l'URSS et l'Inde et d'une annexe à l'accord signée par la Russie et l'Inde le 21 juin 1998. La première phase du projet prévoyait la construction de deux réacteurs VVER-1000 de 1.000 MW chacun. Fin 2008, les parties ont signé un accord sur la construction de quatre autres réacteurs sur le même site.

DOSSIER PRÉPARÉ PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

ASIE

Après Les Bourses asiatiques progressent nettement ce lundi matin, et le dollar recule après le retrait de Larry Summers de sa candidature pour présider la Réserve fédérale américaine. M. Summers étant considéré comme un "faucon" monétaire, les investisseurs voient d'un bon oeil son abandon, estimant que la Fed pourrait maintenir plus longtemps que prévu sa politique monétaire ultra-accommodante... En l'absence de Tokyo, fermé pour un jour férié au Japon, la Bourse de Hong Kong gagne 1,3% (indice Hang Seng) en séance, tandis que l'indice composite de Shanghai reprend 0,2%, Taiwan bondit de 1,3% et Séoul monte de 0,7%. Enfin, Sydney avance de 0,6%, Singapour grimpe de 1,6% et la Bourse de Bombay (indice BSE Sensex) progresse de 1%. Concernant la Fed, les analystes estiment que Larry Summers, ancien secrétaire au Trésor de Bill Clinton et ex-conseiller de Barack Obama, aurait mené une politique monétaire plus ferme que sa principale rivale, Janet Yellen, qui tient désormais la corde pour remplacer Ben Bernanke le 1er février prochain... En attendant, la Fed réunit son comité de politique monétaire (FOMC) mardi et mercredi, et devrait à cette occasion décider de réduire de 10 milliards de dollars son programme d'achat d'obligations d'Etat. Le programme de rachat d'actifs serait ainsi ramené de 85 à 75 Mds\$ par mois, dont 35 Mds\$ de T-Bonds et 40 Mds\$ de crédits hypothécaires, selon le consensus établi par 'Bloomberg'...

ÉTATS UNIS

Wall Street effaçait une partie de son rebond de début de séance ce lundi soir. Les investisseurs saluaient initialement la nouvelle de l'abandon de Larry Summers, qui ne postulera donc pas à la tête de la Fed. Les marchés craignaient que Summers ne durcisse quelque peu la politique de la Banque. Ils accueillaient donc la nouvelle avec un relatif réconfort. La consolidation d'Apple pesait toutefois sur le Nasdaq. Le DJIA gagnait 0,77% à 15.495 pts, tandis que le S&P

500 avançait de 0,57% à 1.698 pts. Le Nasdaq reculait de 0,12% à 3.718 pts. Alors que Lawrence Summers, qui était pressenti à la succession de Ben Bernanke à la tête de la Fed, vient de jeter l'éponge, les spéculations se reportent désormais à Wall Street sur le nom de la vice-présidente Janet Yellen, à la politique plus accommodante. D'après une source de l'agence Reuters, Timothy Geithner, secrétaire américain au Trésor sous Barack Obama, ne serait pour sa part toujours pas intéressé par le poste de président de la Fed. Summers a abandonné face à l'opposition de certains démocrates à sa nomination, qui aurait sans doute gêné sa confirmation au Congrès. L'ancien conseiller d'Obama et secrétaire au Trésor sous Clinton, ne remplacera donc pas Bernanke dont le second mandat prend fin en janvier 2014. Janet Yellen, vice-présidente de la Fed et ancienne présidente de l'antenne de San Francisco, semble désormais en bonne voie pour accéder à ces hautes fonctions...

EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé en hausse lundi, tandis que Wall Street était aussi en nette progression, au lendemain du retrait de la candidature à la présidence de la Réserve fédérale des Etats-Unis de Lawrence Summers, synonyme d'absence de changement de cap dans la politique monétaire de l'institut d'émission. À Paris, le CAC 40 .FCHI a terminé en hausse de 0,92% (+37,72 points) à 4.152,22 points. Le Footsie britannique .FTSE a gagné 0,59% et le Dax allemand .GDAXI a pris 1,22%, tandis que l'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E a avancé de 0,96% et que le FTSEurofirst 300 .FTEU3 a progressé de 0,61%.

CHANGE

L'euro se renforçait nettement lundi face à un dollar sous pression en raison des spéculations sur le nom du prochain patron de la banque centrale américaine (Fed), de l'accalmie sur la Syrie et d'indicateurs médiocres aux Etats-Unis. Vers 16H00 GMT (12H00 en Guadeloupe), l'euro valait 1,3343 dollar contre 1,3298 dollar vendredi vers 21H00 GMT. La monnaie unique européenne était stable face à la devise japonaise à 132,12 yens contre 132,11 yens

vendredi. Le dollar reculait également face à la devise nippone à 99,01 yens contre 99,35 yens vendredi. "Le dollar est retombé près de son plus bas en quatre semaines contre un panier de devises majeures après que Lawrence Summers a retiré son nom de la liste des candidats potentiels comme président de la Réserve fédérale", note Omer Esiner, de Commonwealth Foreign Exchange. Vers 16H00 GMT, la livre britannique baissait face à l'euro à 83,89 pence pour un euro, et montait face au dollar à 1,5906 dollar pour une livre. La devise helvétique diminuait légèrement face à l'euro, à 1,2364 franc suisse pour un euro, et montait face au dollar à 0,9264 franc suisse pour un dollar. L'or a terminé à 1.324 dollars l'once au fixing du matin, contre 1.318,50 dollars vendredi soir, après avoir atteint vendredi un minimum en plus d'un mois (1.305,04 dollars). La devise chinoise a terminé à 6,1202 yuans pour un dollar, contre 6,1187 yuans vendredi soir.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours du pétrole poursuivaient leur recul lundi en fin d'échanges européens, l'accord sur le démantèlement des armes chimiques syriennes conclu samedi à Genève éloignant pour l'instant l'éventualité de frappes militaires. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 110,14 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,56 dollar par rapport à la clôture de vendredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en octobre perdait 1,16 dollar, à 107,05 dollars. "Les prix du brut ont été sous pression (lundi) après que (l'accord sur) la Syrie a soulagé les investisseurs quant à la probabilité d'une action militaire au Moyen-Orient", expliquait Michael Hewson, analyste chez CMC Markets. "En raison de l'apaisement des inquiétudes au sujet de la Syrie, les investisseurs financiers ont réduit et réduisent leurs positions acheteuses" sur le pétrole, ce qui pèse d'autant plus sur les prix, ajoutait Fawad Razaqzada, chez GFT Markets. Le Brent est ainsi tombé lundi matin à son plus bas niveau depuis le 21 août, à 108,73 dollars, également à cause du changement de contrat de référence (car le contrat d'octobre qui a expiré vendredi s'échangeait un peu plus cher que le contrat de novembre).

DOSSIER PRÉPARÉ PAR LA RÉDACTION



SOCIÉTÉ CIVILE : FIXER UN CAPITAL ÉLEVÉ EST SANS INTÉRÊT ET DANGEREUX

Certains professionnels du droit ou du chiffre conseillent parfois à leurs clients désireux de créer une société civile immobilière (SCI) de fixer un montant de capital élevé, notamment à hauteur de la valeur du bien acquis. Une telle précaution permettrait, en cas de revente des parts sociales, de réduire sensiblement la plus-value imposable et donc d'alléger l'impôt dû. Un tel raisonnement est fondé sur l'idée que lors du calcul de ladite plus-value, le prix d'acquisition des parts s'entend du capital souscrit même non libéré (...). Il n'en fallut pas plus pour voir fleurir pléthore de SCI au capital libéré nul ou quasi nul et au capital souscrit égal au montant de l'acquisition immobilière projetée par la SCI.

1. Le montant du capital est sans effet sur la plus-value future

Logiquement, le capital de la société s'élève aux sommes apportées durablement par les associés. Ainsi, s'il est prévu d'acquérir un bien pour un montant de 100 000 € dont le financement est réalisé à hauteur d'un quart par des apports d'associé et le reste par emprunt, le capital pourrait être fixé à 25 000 €. Pour autant, d'aucuns conseillent alors de l'élever à 100 000 €. Le compte capital (n° 101) se subdivisera alors en deux sous-comptes :

- Capital souscrit, appelé et versé (n° 1013) pour 25 000 €
- Capital souscrit, non appelé (n° 1011) pour 75 000 €

Supposons qu'un an plus tard, les parts sociales de la SCI sont revendues après avoir valorisé le bien à 110 000 €. La transaction s'établira alors à 35 000 € (110 000 € moins 75 000 €). En vendant les parts, le cédant s'imagine ainsi ne pas dégager de plus-value considérant que le coût d'acquisition à retenir est égal au capital,

fut-il non libéré. Or, c'est oublier qu'à l'actif de la société civile figure une créance sur le ou les associés pour la fraction non libérée du capital. Pour s'en débarrasser, le cédant doit donc :

- soit majorer son prix de vente du montant du capital non libéré qu'il lui reste à devoir ;
- soit "transmettre" au nouvel associé sa dette de libération du capital.

Dans les deux cas, il faut ajouter au prix de vente le montant de cette dette annulant l'intérêt d'un capital souscrit non libéré. Reste aussi la solution de réduire le capital pour annuler la créance détenue par la société sur ses associés. On retombe alors dans le cas d'une SCI à faible capital et la plus-value imposable reste la même. Au demeurant, il suffit de consulter le formulaire administratif 2048 M (Déclaration de plus-value sur les cessions de parts de sociétés à prépondérance immobilière) pour s'en convaincre : il est bien précisé "Prix d'acquisition" des parts et non « valeur nominale ». Or, dans l'exemple retenu, le « prix d'acquisition » des parts s'élève au capital effectivement déposé lors de la constitution soit 25 000 € et non pas la valeur nominale fixée volontairement à 100 000 €. On ne voit donc pas l'intérêt en la matière de fixer un montant élevé.

2. Fixer un capital élevé peut s'avérer fiscalement dangereux

Au surplus, cette pratique est dangereuse. En renonçant à appeler la totalité du capital au profit d'un endettement bancaire, le gérant commet un acte anormal de gestion qui empêcherait la déduction des intérêts sur emprunt. Rappelons que l'acte anormal de gestion est celui qui met une dépense ou une perte à la charge de l'entreprise ou qui prive l'entreprise d'une recette sans que cela soit justifié par les intérêts de l'exploitation commerciale. Le critère de la normalité de l'acte est l'intérêt de l'entreprise. Ainsi, en contractant un emprunt pour acquérir l'immeuble alors qu'il dispose juridiquement de la faculté d'appeler le capital auprès des associés, le gérant fait supporter par la société une charge qui aurait pu être évitée. Ce seul constat permettrait à l'administration fiscale de refuser la déduction des intérêts au motif qu'ils sont « anormaux ». En effet, seule la fraction du prix d'achat de l'immeuble non "financée" par l'intégralité du capital entièrement libérée,

autoriserait le recours à l'emprunt et la déduction corrélative des intérêts y afférents.

DOSSIER PRÉPARÉ PAR LA RÉDACTION



TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut** ; **1440,86 brut**.

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

POPULATION

POPULATION 2011: 401 784 habitants

OFFRE

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand (2 690)

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 853

DEMANDE

CONSOMMATION 2011: 8 488 (5 126 ménage et 3 362 administration)

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

PRIX

JUILLET 2013 : - 0,1% sur un mois ; 0,8 % sur un an

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI (A B C) EN juillet 2013 : 67 770 (+3,3% sur un an).

OFFRES D'EMPLOI EN JUILLET 2013 : - 18,9% sur un an

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand)

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires (état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

ENTREPRISES CRÉÉS

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5015

DOSSIER PRÉPARÉ PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE